

DU 7 AU 13 OCTOBRE 2019

# **PRIX BAYEUX CALVADOS-NORMANDIE**

DES CORRESPONDANTS DE GUERRE

**CATEGORIE  
PRESSE ECRITE**

**Fritz SCHAAP – DER SPIEGEL**

**« La guerre et l'épidémie »**

**REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU  
CONGO**

**VERSION TRADUITE**

**FEVRIER 2019**

## La guerre et l'épidémie

Au Nord-Kivu, le gouvernement et les OGN luttent contre la deuxième plus grande épidémie d'Ebola de l'histoire. Ils ont à leur disposition tous les moyens nécessaires. Leur plus grand adversaire, ce sont en fait les gens qu'ils veulent sauver.

En cette matinée du dernier lundi du mois de février, trois jours avant que, dans l'est du Congo, la lutte contre le virus Ebola ne dégénère en une guerre, avant que les fusils d'assaut, les escortes militaires et la survie du personnel sanitaire prennent le pas sur la campagne de vaccination, le docteur Jean-Christophe Shako, directeur de l'opération Ebola à Butembo, examine les restes fumants du centre de traitement de Médecins sans frontières (MSF) à Katwa, un district de Butembo. Incrédule, il considère ce qui reste du centre installé entre des eucalyptus et des champs de maïs, sous un soleil de plomb.

Sur son visage on peut lire un mélange de colère et de lassitude. « Ici les gens ne veulent tout simplement pas accepter l'existence de la maladie », dit-il d'une voix douce. Deux rides profondes viennent entailler son front. « Ils pensent que nous voulons leur apporter la mort avec ce vaccin, que les cliniques sont des lieux de mort, que le gouvernement veut éradiquer leur tribu, les Nande. » Voilà pourquoi ils s'y opposent et recourent à la violence.

Durant la nuit, une trentaine d'hommes est sortie de la brousse et a attaqué avec des machettes et des arcs le centre qui fait presque la taille d'un terrain de football, avant d'y mettre le feu. Les patients ont été évacués en pleine nuit. Les assaillants ont laissé derrière eux des tracts qui se terminent ainsi : « Nous avons encore d'autres surprises. »

Charpentes calcinées, générateurs détruits, une voiture incendiée. Le docteur Shako contemple la scène de dévastation de la nuit précédente qui marque le début de ce qui, trois jours plus tard va prendre la forme d'un message WhatsApp où est annoncé qu'il doit mourir.

Personne ne sait où les assaillants ont circulé à l'intérieur de la clinique, ce qu'ils ont touché, s'ils ont été proches des cadavres hautement contagieux ni où ils ont peut-être colporté le virus. C'est un véritable désastre.

Depuis le 18 août, le docteur Shako, l'un des plus éminents épidémiologistes de la République démocratique du Congo, lutte contre le virus Ebola dans le Nord-Kivu. C'est lui qui, à la demande du Ministère de la santé, dirige l'opération à Butembo, l'épicentre actuel de la dernière épidémie. Il a sous ses ordres des collaborateurs du ministère, de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), de Médecins sans frontières (MSF) ainsi que d'autres ONG, et tous luttent contre la deuxième plus grande épidémie Ebola de l'histoire – le seul moment où l'on a enregistré davantage de cas d'infection et de décès fut la période comprise entre 2013 et 2016 en Afrique de l'Ouest. C'est également la plus grande épidémie qu'a jamais connue le Congo, pays où le virus a fait son apparition en 1976, entraînant la mort d'un homme. Les choses n'auraient jamais dû dégénérer à ce point, car on avait tout pour venir à bout de ce virus.

Dès 2015, alors que prenait fin l'épidémie en Afrique de l'Ouest, on a testé un nouveau vaccin qui a donné de bons résultats. L'optimisme était de mise parmi les virologues. Ce vaccin, disait-on, allait changer le regard du monde sur ce virus. Dans l'est du Congo où il a été utilisé pour la première fois à grande échelle, on le dit pour l'instant efficace à 100%. Jusqu'à présent, on a pu vacciner 87 390 personnes.

L'idée est de maîtriser la chaîne de contamination en pratiquant la vaccination en anneau, faite autour du foyer de propagation. On vaccine toutes les personnes qui ont été en contact avec des malades atteints par le virus. On peut ainsi assécher le virus et le tuer dans les corps qu'il a infectés. Le nouveau vaccin promettait donc une victoire rapide. En théorie.

Le virus Ebola est très contagieux. Il se transmet par le sang, la salive, l'urine ou les vomissements de la personne infectée. Dès l'apparition des premiers symptômes, les malades sont contagieux et plus de la moitié d'entre eux meurt dans d'atroces souffrances.

Les épidémies, on le voit bien au Nord-Kivu, ne sont pas assimilables à des catastrophes naturelles. Elles se nourrissent des échecs de l'homme. Et il n'y a guère de région du globe où les échecs humains sont aussi patents que dans cette région, à l'est du Congo. Commencée en 1998, la « Grande guerre africaine » qui a déjà coûté la vie à plus de trois millions de personnes, n'a jamais vraiment cessé ici. C'est un conflit entre le gouvernement et différentes milices rebelles.

C'est la première fois que le virus Ebola se propage dans une région de conflit comme celle-ci. Cela rend d'autant plus difficile la lutte contre l'épidémie. Dans cette région laissée à l'abandon par les autorités depuis des décennies, le virus a trouvé des alliés inattendus. Dans les collines du Nord-Kivu où évoluent plus d'une centaine de milices qui se déciment les unes les autres pour l'or et le coltan, l'argent et le pouvoir, qui terrorisent la population et violent les femmes par milliers, le vaccin a bien du mal à venir à bout de cette maladie. L'ignorance et la guerre sont devenues les complices du virus.

En plus, il y a le risque que l'épidémie se propage au Rwanda et en Ouganda en raison de la situation précaire et du manque de sécurité qui règne ici. De plus en plus de gens fuient la violence pour aller se réfugier dans les pays voisins. Partout on a lancé des programmes de vaccination en direction des groupes de population à risque.

« La capitulation n'est pas une option », dit le docteur Shako. C'est l'un des meilleurs connaisseurs du virus Ebola. Déjà en 2014, en Afrique de l'Ouest, il était partout où le danger menaçait. « Je suis comme un général à la tête de ses troupes », dit-il.

Debout sur une estrade en bois empestant l'essence, il regarde les vestiges de l'entrepôt où étaient stockées les doses de vaccin et qui est maintenant entièrement calciné après l'attaque de la nuit précédente. Ici et là, quelques petites flammes subsistent encore. Son plus grand ennemi n'est plus le virus. « C'est l'ignorance », dit-il. Les mentalités sont trop imprégnées par la sorcellerie et les théories du complot, les gens sont manipulés par des politiciens qui utilisent et instrumentalisent l'épidémie à des fins personnelles.

Accompagné du chef local de l'OMS et du maire de Butembo, le docteur Shako quitte les lieux. Les premiers attroupements se forment derrière les clôtures. La satisfaction se lit sur les visages. Le docteur Shako est fatigué. C'est un petit homme fluet qui tient sa tête légèrement penchée en avant et qui a souvent du mal à cacher sa colère.

Il retourne dans son PC pour préparer une rencontre avec les chefs des Maï-Maï, les milices locales. Maï veut dire « eau », en référence à l'eau magique censée rendre les guerriers invulnérables. « Il faut que je protège mes hommes », dit Shako.

Sur le terrain du centre de traitement, des membres de MSF, équipés de combinaisons blanches, de lunettes protection et de bottes en caoutchouc, commencent à décontaminer le bâtiment. La colère des habitants du village grandit.

« Allez-vous-en ! » crie une femme, le visage déformé par un rictus menaçant.

« Ebola est un mensonge ! » hurle une autre.

Au milieu de la foule se tient Gracian Karungero. C'est un jeune homme élégant, habillé d'une chemise cintrée et d'un pantalon moulant de couleur bleue.

Gracian est l'un des hommes chargés de la protection du docteur Shako. Il est psychologue, spécialiste de la communication des risques au sein de l'OMS. Il va dans les villages pour préparer l'arrivée des ambulances venues enlever les corps et celle des équipes de décontamination et de vaccination. Et il est aussi présent quand les équipes arrivent sur place. Il doit empêcher les attaques, expliquer aux gens qu'on ne va pas attenter à leur vie mais que les hommes qui portent des habits de protection sont au contraire là pour empêcher qu'ils meurent.

Une cinquantaine de personnes, peut-être plus, font cercle autour de Karungero. La moitié du village semble s'être donné rendez-vous devant le centre. « Vous ne pouvez pas attaquer les centres, explique Karungero. Vous ne faites que propager encore plus le virus. »

« On ne veut pas de votre Ebola », lance une femme d'une voix criarde.

« Vous ne pouvez pas cacher les malades, dit Karungero. Vous allez tous vous contaminer. »

Derrière lui se trouve la station d'isolement de la clinique. Des habits de protection sont accrochés aux murs des salles abandonnées, des éclats de miroirs jonchent le sol. « Ils pensent que le gouvernement a inventé tout ça pour les empêcher d'aller voter », dit Karungero. Les gens de Beni et de Butembo n'ont en effet pas été autorisés à aller voter en décembre 2018, lors de l'élection présidentielle, à cause des risques d'épidémie. Cela a largement contribué à exacerber les tensions. Des théories du complot circulent.

Les uns disent qu'Ebola n'existe pas et que ce qui se passe ici est l'œuvre du gouvernement qui aurait eu recours à un poison mystérieux, à la sorcellerie. D'autres croient que le virus existe bel et bien mais ils soupçonnent les équipes médicales censées le combattre de vouloir le propager pour se faire de l'argent.

Karungero retourne à sa voiture. Lui aussi est fatigué, cela fait des mois qu'il est sur la brèche, au risque de sa vie. Il sait que les milices ne reculent devant rien. Il vient du Nord-Kivu. Depuis son enfance, ce jeune homme de vingt-neuf ans ne connaît rien d'autre que la guerre.

« L'hostilité envers nos équipes ne cesse de grandir », dit-il.

Alors qu'il s'éloigne, plusieurs voix s'élèvent derrière lui et lancent en chœur : « Lyi mufano ! » Traduction : « Ceci est un avertissement ! »

Le lendemain matin, peu après dix heures, le docteur Shako est au volant de sa voiture. Lors de la dernière réunion, comme celle qu'il préside chaque matin avec les ONG engagées à ses côtés, il ne fut pas principalement question des trois nouveaux cas d'Ebola de la veille, ni des douze cas de résistance à la vaccination, ni du fait que seules quelques rares équipes ont pu quitter les hôpitaux, dont quatre sous escorte militaire.

Non, l'enjeu pour le docteur Shako est en priorité celui-ci : le virus ne doit en aucune façon gagner du terrain.

« Si vous n'avez pas peur qu'ils vous coupent en morceaux avec leurs machettes, descendez de votre véhicule et faites votre travail. Vaccinez les gens. Négociez par tous les moyens. Parlez aux familles. Parlez aux prêtres. Parlez à tout le monde. »

C'est un cercle vicieux. Plus grande est la résistance à la vaccination, plus grande est la peur des équipes. Et plus l'armée s'engage dans les opérations, plus la peur et la résistance augmentent dans les villages. Le docteur Shako ne voit pas d'un très bon œil les escortes militaires. Mais il ne veut pas non plus être tenu pour responsable de

la mort de ses hommes. « On est vraiment en guerre », dit-il.

L'épidémiologiste est en route pour Vuhovi. Le village et ses environs ont été classés « zone rouge », c'est-à-dire particulièrement dangereuse. Ici de nombreuses personnes qui ont été en contact avec les derniers cas d'Ebola n'ont pu être ni localisées ni vaccinées.

« Si nous perdons leur trace, dit le docteur Shako, le virus va continuer à se propager et notre combat n'a alors plus aucun sens. » Le problème, c'est qu'en ce moment il n'y a plus aucun médecin dans le petit centre de santé de Vuhovi. Trop dangereux.

Six jours auparavant, un groupe de réfractaires a exigé 1000 dollars d'un infirmier qui travaillait dans ce centre. Tu te fais beaucoup d'argent avec Ebola, tu es riche, lui ont-ils dit. Comme l'homme n'était pas en mesure de leur donner cet argent, ils l'ont conduit dans la brousse et l'ont décapité.

Shako a prévu une réunion avec huit chefs Maï-Maï de la région.

« Une fois que j'aurai parlé avec eux, dit-il dans la voiture, l'opposition diminuera. En général ils veulent de l'argent et une forme de participation. A leurs yeux, les médecins sont des gens qui gagnent beaucoup d'argent. » Shako a la voix éraillée ; comme tous les soirs, il a parlé avec sa femme au téléphone. Parfois il n'a qu'une seule envie : en finir au plus vite avec tout ça pour pouvoir retourner au zoo avec ses enfants.

Le convoi se fraie un chemin dans Butembo. C'est une ville qui s'étire d'est en ouest de part et d'autre d'une grande artère goudronnée et qui, pendant des kilomètres, gagne sur la brousse à travers les collines. Ici tout est couleur pastel, tout semble promis à la ruine. Les maisons qui bordent la grand-rue sont souvent peintes de réclames publicitaires. Bière, limonade, téléphones portables. Mais les couleurs ont quelque chose de fané. Et à la différence du Liberia, du Sierra Leone et de la Guinée, on ne voit aucune banderole, aucune affiche mettant en garde contre la maladie.

« Ça ne servirait à rien, dit Shako, les gens les arracheraient aussitôt. Ils prendraient ça pour de la provocation. » Il n'a pas d'escorte. Les Maï-Maï l'attaqueraient tout de suite.

Peu après, il se retrouve dans la salle commune de Vuhovi, à côté de huit chefs de milices. L'un d'eux porte une toque en léopard, comme celle de l'ancien dictateur Mobutu. Un autre est habillé d'un costume orange et d'une chemise vert fluo.

Sur l'esplanade à côté du mât qui sert à hisser le drapeau, le vieux policier municipal souffle dans sa trompette. Quelques notes toujours les mêmes. Le plus important, c'est le respect, a dit et redit Shako aux personnes de son équipe. En aucun cas les Maï-Maï ne doivent avoir l'impression qu'on les regarde de haut. « Sinon, ils deviennent dangereux. Ils peuvent tuer. Ou nous enlever. »

Une soixantaine de personnes est assise dans la salle sur des bancs en bois et des chaises en plastique. « Pourquoi vous ne pouvez pas expliquer aux gens à quel point cette maladie est dangereuse ? Moi, je ne peux pas. C'est vous qui détenez le pouvoir ici. Vous avez même plus de pouvoir que le Président. Je voudrais que vous utilisiez ce pouvoir. »

Les hommes hochent la tête.

« Vos armes n'ont aucun sens ici. Ebola ne va faire qu'aggraver les choses », dit Shako.

Puis les chefs de milice prennent la parole. L'un dit que, dans son village, des médecins ont raconté aux gens qu'Ebola n'existait pas. D'après lui, ces médecins seraient jaloux des salaires que toucheraient les équipes chargées de lutter contre Ebola, ils auraient fait ça par esprit de vengeance.

Un autre se plaint que des gens non-infectés par Ebola soient amenés dans des cliniques. L'homme à la toque en léopard dit qu'on devrait peut-être simplement laisser

mourir les gens pour que les gens finissent par comprendre.

Tout le monde rit. Les choses se poursuivent ainsi un moment. Finalement presque tous réclament de l'argent ou du travail pour les leurs. Ils seraient alors prêts à déclarer les cas de contagion et la situation pourrait ainsi être contrôlée. Shako promet de revenir le lundi suivant. De leur côté, les Maï-Maï devront venir avec leurs hommes. Shako veut voir comment il peut recruter ceux qui savent lire et écrire.

« Je crois que les choses vont s'arranger après cette rencontre », dit-il sur le chemin du retour. Il se trompe.

Shako a toujours eu la foi chevillée au corps. Autrefois il était prêtre, mais il a abandonné son sacerdoce parce qu'il ne supportait plus de voir des enfants mourir du choléra, parce que personne ne leur venait en aide, parce que des milices contrôlaient la région. Il a alors commencé à faire des études d'épidémiologie. Mais dans un autre véhicule du convoi, un membre de l'OMS déclare : « Ça ne va pas marcher. »

Le lendemain matin, Karungero, l'homme chargé d'apaiser les esprits, descend un étroit chemin qui mène dans la vallée où est accroché, à flanc de côteau, le village de Makangala. La veille, un infirmier de vingt-et-un an est mort ici du virus Ebola.

Karungero se dirige vers le point d'eau entouré d'une clôture lorsque des tambourinements se font entendre. Les habitants du village commencent à frapper en rythme sur la barrière en tôle ondulée et à scander des menaces. C'est leur façon d'accueillir l'équipe de l'OMS. Lorsque Karungero a atteint les deux maisons de la famille de la victime, plus de trente personnes se sont agglutinées sur le rocher qui domine les maisons de sa masse sombre. Sans un mot, elles fixent les membres de l'équipe qui, revêtus d'habits de protection, trient et déposent dans la poussière devant la maison ce qui a appartenu au défunt avant de vaporiser sur les murs une solution à base de chlore.

« Arrêter de répandre partout du poison », dit quelqu'un juché sur le rocher. Le père du défunt est debout devant la maison. Épuisé et apeuré. Un homme trapu habillé d'un polo rouge.

« Partez ! », lancent les gens depuis le rocher.

Le père raconte que les gens à l'hôpital n'ont pas dépisté le virus. C'est la raison pour laquelle ils pensent que son fils a été empoisonné. Il avait un travail, beaucoup dans le village n'en avaient pas. Et la jalousie pousse parfois les gens à recourir au poison. Sa mère l'a soigné avec des plantes médicinales. On peut donc supposer qu'elle aussi a été infectée. Elle est assise sous un arbre, apathique. A un moment donné, elle se lève, prend une photo de son fils posée par terre et la regarde.

« C'est seulement quand il est mort que nous nous sommes rendu compte qu'il s'agissait d'Ebola. Maintenant je suis l'ennemi du village. Parce que j'ai fait venir l'équipe de secours », dit le père.

Une chaise en plastique bleu vient s'écraser à côté de lui. Il tressaille. Au début il ne voit pas les jets de pierres, puis Karungero lève brusquement la main et arrête un caillou. Il se précipite en haut du rocher et essaie de calmer la foule. Il leur dit que le gouvernement ne veut pas les tuer, qu'un État ne peut pas exister sans son peuple. Puis une pierre frappe un membre de l'équipe. « Ne réagissez pas ! » dit Karungero. Il continue à parler à la foule en colère. Finalement l'équipe ose un mouvement de repli. Derrière la maison, un feu est allumé. On brûle le dernier bien du défunt. Son matelas.

Le même jour, après un dîner pris très tôt, lorsque le docteur Shako rejoint enfin la Villa n° 7 du vieil hôtel belge qui lui sert de quartier général et de domicile, il est toujours aussi confiant, convaincu que la rencontre de la vieille avec les milices a fait avancer

les choses.

Vers 17h30 on entend pourtant des coups de feu venus de l'ouest, d'abord espacés, puis quelques salves. Le docteur Shako sort de chez lui avec ses téléphones. « Il me faut une voiture blindée. » Sa voix est plus lasse qu'effrayée. Mais impossible de savoir où elle est. Le chauffeur est ivre. « Je ne peux pas attendre, lance-t-il. Je pars maintenant. »

Au même moment, sur la colline au flanc de laquelle se trouve le centre de traitement de MSF à Butembo, une machette lancée avec force frôle la tête d'un infirmier congolais et vient se ficher dans un arbre juste derrière lui. A l'arrière du centre, là où commence la forêt, un policier gît sur le sol, la tête séparée du tronc. Pris de panique, des malades courent en tous sens à l'intérieur du centre. Tous hautement contagieux, ils propagent le virus hors de leurs cellules d'isolement. Ils foncent dans la nuit pour rejoindre les villages. Le lendemain matin, on en trouvera un, non loin de là, perché sur un arbre.

Le docteur Shako a pris place dans un Land Cruiser gris métallisé, ses trois téléphones à la main. Le ministre appelle. Shako téléphone, un appareil à chaque oreille. Il s'agit de son opération et elle menace de tourner au désastre.

Quelques cinquante personnes se trouvent à ce moment dans une villa en pierre située dans l'enceinte du centre de traitement de MSF; elle abrite les bureaux. Les fenêtres et les portes ont été barricadées avec des plaques de métal. Mais les fenêtres ne tardent pas à être fracassées. Il suffirait d'un jerricane d'essence et tout le personnel du centre serait pris au piège des flammes.

Pendant que le docteur Shako traverse la ville désertée, son téléphone sonne à nouveau. « Ils tirent encore, j'y vais. » Il raccroche, le véhicule remonte la rue sombre bordée d'eucalyptus. Plus personne ne parle.

Des pick-up de la police de couleur bleu sombre sont arrêtés devant l'entrée du centre de traitement de MSF ; les hommes sont encore sur le plateau arrière, leurs uniformes bleus se découpent dans la nuit noire. Ils sont là comme pétrifiés. Personne n'a osé pénétrer dans le centre par peur du virus.

Shako est descendu de voiture et passe devant eux, une expression de mépris sur le visage. Un policier lui dit que les combats ont cessé. Les assaillants ont disparu. Aucun n'a malheureusement pu être capturé. Il s'avérera plus tard que la plupart des policiers ont pris la fuite dès que l'attaque a commencé.

« Ne touchez à rien », dit Schako. Il passe à côté d'un Land Cruiser blanc de MSF, à moitié carbonisé ; à l'intérieur, une radio ne cesse de grésiller. L'entrepôt a presque été entièrement détruit par les flammes.

Une fumée âcre de plastique brûlé empeste l'air.

Puis il entend des voix anxieuses venues de la villa. Deux hommes enlèvent les plaques de métal qui obstruent la porte d'entrée.

Le docteur Shako entre. Le sol est humide. La peur se lit sur les visages de nombreux médecins et infirmiers.

Il se fraie un chemin à travers la foule. « Où sont les patients ? », demande-t-il à un médecin de MSF. Personne ne le sait. Shako passe devant les chambres dont les

fenêtres en plastique ont été saccagées. On éclaire l'intérieur avec des lampes de poche, on appelle des noms. Il n'y a pas souvent de réponses.

Dans la chambre 26, un enfant est allongé. Le médecin regarde sa liste. « Anita ? ». L'enfant ne bouge pas. Shako reste devant la porte, le regard incrédule. « Anita ? » appellent à leur tour les autres. Aucune réponse. Des larmes inondent les yeux de Shako. « J'y vais. Je ne peux pas laisser cette enfant comme ça. » Il pense à ses huit enfants restés à Kinshasa. Pour la première fois, ses nerfs lâchent. La pression est trop forte. Ses collaborateurs ont juste le temps de le retenir pour qu'il ne se précipite pas dans la chambre.

Un peu plus tard, Shako se trouve devant l'aile du bâtiment d'isolement, un endroit à très haut risque. Il fixe son téléphone. Il va sur WhatsApp, fait défiler les messages de sa femme, ouvre son profil. Il regarde cette femme souriante vêtue d'une robe orange. Il y a un cœur au bas de la photo. Il reste là pendant au moins trente secondes. Puis il écrit un message à son chef à Kinshasa. « Sur les 38 cas suspects, 32 ont fui. Sur les 12 cas avérés, 4 ont fui, 1 est mort. »

Une fois de plus, le virus a gagné une bataille.

Le même soir, MSF décide d'évacuer tout son personnel blanc. La rumeur court que les blancs vont être kidnappés. Avant dix heures, le lendemain matin, ils seront tous rassemblés au bord de la petite piste de décollage en terre rouge, un peu à l'extérieur de la ville, et attendront l'arrivée des vieux hélicoptères russes du Programme alimentaire mondial de l'ONU, qui doivent les évacuer.

Le même jour, un des chefs de la sécurité de l'OMS annonce un renforcement massif de la protection. Davantage d'escortes, 180 hommes pour protéger l'hôtel de l'OMS, des Casques bleus pour la protection du quartier général, des militaires pour protéger les cliniques. « Les morts ne peuvent pas sauver des vies », déclare-t-il.

Shako dira à son supérieur qu'il faut offrir davantage aux différentes communautés. Des puits, des hôpitaux, des écoles. En fin de compte, il faut acheter les gens pour qu'ils ne torpillent plus le combat mené contre le virus.

Trois jours plus tard, le centre de traitement est réouvert sous contrôle congolais. MSF critique l'intervention de la police et des forces armées. Cela ne peut que conduire à ses yeux à une mise à l'écart de la population, ce qui est contre-productif. Ce n'est pas de cette façon que l'on va contrôler l'épidémie.

Le soir de l'attaque à Butembo, alors qu'il est devant l'aile d'isolement, le docteur Shako entend une toux qui ressemble à un râle. Comme une agonie. Un bébé infecté par le virus est évacué.

Puis son téléphone vibre.

Leur hôtel va brûler cette nuit. Ils vont tous mourir. Tel est le message qu'il reçoit d'un de ses collaborateurs à Kinshasa.

Le docteur Shako se redresse. Derrière lui, une poutre calcinée s'effondre dans le bâtiment.

« À la guerre, comme à la guerre », dit-il.

Il rentre à son hôtel. Il passe toute la nuit au téléphone avec sa femme. Ni les Casques bleus promis par la Tanzanie pour assurer sa protection, ni les Maï-Maï ne viendront. Le docteur Shako ne baisse pas les bras. Il rencontre des chefs rebelles. Il négocie. Il explique.

A l'aube du 9 mars, le centre de Butembo est une nouvelle fois attaqué, le jeudi suivant c'est au tour d'un autre centre près de Lubero. Le docteur Shako ne baisse pas les bras. Il rencontre des chefs rebelles. Il négocie. Il explique. Mais le virus ne cesse de gagner du terrain.